

*« et dans les fest-noz qui sont des fêtes nases, ne vous montrez pas chauds comme la braise, vous risquez de prendre dans les grelots par une paimpolaise un vieux coup de sabot.*

*« Ah ! les Bretons sont vraiment immondes, ils mangent leurs enfants au lieu de se fournir au Tiers Monde, si on leur reproche ça les fait marrer c'est leur humour moche Noire comme leur marée.*

Ces propos qui critiquent l'humour des bretons au nom d'un humour prétendu en qualifiant les enfants de ceux-ci d'hydrocéphales, de méchants, de sales, de porcs, et accusent les bretons de cannibalisme d'alcoolisme et de violence incitent incontestablement à la haine envers le groupe de personnes ainsi désigné.

L'association requérante a donc saisi le Procureur de la République de Paris, d'une plainte en application des dispositions pénales susvisées de la loi du 29 juillet 1881 réglementant en France la liberté d'expression.

Par courrier du 3 Avril 2006, cette autorité qui a en droit français le monopole et l'opportunité des poursuites décidait de ne pas donner suite à la plainte estimant que les faits dénoncés ne pouvaient entrer dans les prévisions de la loi pénale et référant à une décision de la Cour de Cassation française du 3 Décembre 2002 qui avait rejeté un recours similaire pour diffamation au motif que « les Corses » ne constituaient pas une catégorie de personnes protégées par les dispositions de l'alinéa 2 de l'article 2 de l'article 32 de la loi du 29 juillet 1881, censurant un Arrêt de la Cour d'Appel de Bastia, et disant que les faits objet de la poursuite n'étaient pas constitutifs de l'infraction dénoncée.

Cette cassation était prononcée sans renvoi par le Cour de Cassation française.

Usant de la voie de recours offerte aux plaignants par les dispositions de l'article 40-1 du Code de Procédure Pénale français, l'association plaignante a recouru contre cette décision devant le Procureur Général de Paris.

Cette autorité a par courrier du 19 juillet 2006, adressé par voie postale le 20 juillet 2006 à l'avocat de l'association requérante et reçu par ce dernier le 21 juillet 2006, confirmé la décision estimant que l'action ne pouvait aboutir qu'au prix d'un revirement de jurisprudence.

Parallèlement, et pressentant ce refus, l'association requérante avait saisi en application des articles 85 et suivants du Code de Procédure Pénale français, le Doyen des Juges d'Instruction du Tribunal de Paris des mêmes faits, dans la mesure où les infractions pénales prévues et réprimées par les dispositions de la loi précitée du 29 juillet 1881 se prescrivent à l'expiration d'un délai de trois mois à compter de la commission des faits, en application des dispositions de l'article 65 de ladite loi.